

L'an deux mille quinze et le vingt avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 20 AVRIL 2015

Date de convocation : 13 avril 2015

Affiché le : 27 avril 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 52

Nombre de votants : 58 votants, Francis ADOLPHE et Bruno GANDON ne prenant pas part au vote

Nombre d'absents excusés : 3

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : absent excusé et pouvoir Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël BOTREAU – Pauline DREANO jusqu'à la délibération n°35-15 incluse - Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI jusqu'à la délibération n°45-15 incluse - Hervé DE LÉPINAU - Jeanne YVAN - Marie-Véronique THOMAS DE MALEVILLE – Julien AUBERT jusqu'à la délibération 59-15 incluse Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : pouvoir Lafare : Jean-Paul ANRES La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°39-15 incluse Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : absent excusé Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Sabine SOL a donné pouvoir à Jean-Paul ANRES - Luc REYNARD a donné pouvoir à Nathalie REYNARD - Christine TRAMIER a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Agnès MOISSON – Karine GUEZ a donné pouvoir à Caroline BALAS - Alain DÉFOSSÉ a donné pouvoir à Hervé DE LÉPINAU - Eric UGHETTO a donné pouvoir à Dominique BODON - Francis JULLIEN a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Pauline DREANO a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN à partir de la délibération n°36-15 - Bénédicte MARTIN a donné pouvoir à Bernard CHARRASSE à partir de la délibération n°40-15 - Peggy BERTOLUCCI a donné pouvoir à Hélène CABASSY à partir de la délibération n°46-15.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET - Julien LANGARD - Jean-Alain MAZAS - Julien AUBERT à partir de la délibération n°60-15.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Nathalie REYNARD

Délibération n°34-15

Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire – Service Environnement et énergie

Objet : Subvention de soutien à l'association Carpensud pour la mise en œuvre du PDIE

Conseil de Communauté de la CoVe du 20 avril 2015

Délibération n°34-15

Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire – Service Environnement et énergie

Objet : Subvention de soutien à l'association Carpensud pour la mise en œuvre du PDIE

Le Conseil de Communauté,

Vu les statuts de la CoVe et la définition de l'intérêt communautaire en matière de protection de l'environnement et du cadre de vie, ainsi qu'en matière de maîtrise de la dépense énergétique,

Considérant les objectifs du Plan Climat Energie Territorial dans lequel la CoVe s'est engagée dès 2010, notamment sur le volet mobilités,

Considérant l'intérêt en 2015 pour la CoVe d'apporter, au travers d'un partenariat et d'objectifs partagés, un soutien financier à l'association CARPENSUD pour la finalisation et la mise en œuvre d'un Plan de Déplacements Inter Entreprises, notamment au regard des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre en lien avec le PCET de la CoVe,

Vu la demande de subvention et le projet présentés par l'association Carpensud,

Entendu le rapport du Vice-président délégué au développement durable,

Conformément à l'article 14 du règlement intérieur du Conseil de Communauté, tout conseiller communautaire ayant un intérêt dans les affaires de l'association (qu'il en soit membre dirigeant, prestataire, fournisseur, etc.) est tenu d'en informer le Président de séance au plus tard lorsque l'ordre du jour du Conseil appellera l'affaire en question ; il devra alors s'abstenir de toute manifestation, d'émettre un avis, de participer au débat et de prendre part au vote.

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés, Francis Adolphe et Bruno Gandon ne prenant pas part au vote,

Article 1 : APPROUVE le projet de convention d'objectifs à l'association Carpensud ci-joint, fixant notamment le montant forfaitaire d'une subvention exceptionnelle pour l'année 2015 à 11 700 € au titre du Plan de Déplacements Inter Entreprises.

Article 2 : PRÉCISE que les crédits correspondant à cette subvention sont inscrits à l'article 6574 du Budget Principal.

Article 3 : AUTORISE le Président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le : **27 AVR. 2015**

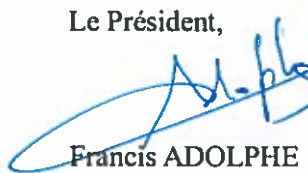
Publication par affichage le : **27 AVR. 2015**

Exécutoire le : **27 AVR. 2015**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,


Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 27/04/2015

**CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN DE
DÉPLACEMENTS INTER ENTREPRISES Á L'ECHELLE DE LA ZONE CARPENSUD
ENTRE La CoVe
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX - COMTAT VENAISSIN
ET
CARPENSUD**

ENTRE les soussignés :

- la CoVe, Communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin, dont le siège social est situé 1
171, avenue du Mont Ventoux – CS 30085 - 84203 Carpentras Cedex, représentée par son Président,
Monsieur Francis ADOLPHE, dûment autorisé par délibération n° _____ en date du 20 avril 2015

Ci-après dénommée « CoVe - Communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin »,

ET

- CARPENSUD, association de chefs d'entreprise, domiciliée 1259, avenue des Marchés - 84200
Carpentras, représentée par Madame Astrid JOURDAN, en sa qualité de Président de ladite
Association,

Ci-après dénommée « CARPENSUD ».

D'AUTRE PART.

Préambule

Avec plus de 320 activités et 3 100 salariés, répartis sur plusieurs zones d'activités (marché gare Bellecour, Villefranche, Terradou) et communes (Carpentras et Pernes-les-Fontaines), le pôle d'activités de Carpensud génère chaque jour de nombreux flux de véhicules qui peuvent être nuisibles à son attractivité et à son développement économique.

22 000 mouvements de véhicules sont enregistrés chaque jour sur les voies de circulation internes au pôle d'activités (Patris, Marchés, St Gens et Eisenhower), soit autant que le trafic journalier comptabilisé sur la D 942 qui relie Avignon à Carpentras.

Afin d'appréhender la mobilité et l'accessibilité du pôle d'activités et d'optimiser les déplacements de l'ensemble des usagers de cette zone d'emplois, **l'association Carpensud, en partenariat avec la CoVe et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse, s'est engagée dans la mise en place d'un Plan de Déplacements Inter-Entreprises.**

Contexte réglementaire

Le plan de déplacements est un outil permettant aux employeurs d'améliorer les déplacements domicile-travail et professionnels des salariés mais aussi des clients, visiteurs et autres usagers.

Un plan de déplacements est bénéfique pour tous. Alors que l'employeur optimise son foncier en diminuant ses surfaces de parking et valorise l'image de son entreprise, le salarié réduit ses coûts liés au trajet domicile-travail et diminue son stress et sa fatigue.

Seuls ou collectivement, les employeurs peuvent mettre en place de nombreuses mesures : mettre des vélos à disposition des salariés, créer une plateforme de covoiturage, adapter le réseau de bus au fonctionnement des entreprises...

Plusieurs **obligations réglementaires imposent aux employeurs de mettre en place un plan de déplacements** comprenant des mesures permettant d'améliorer et d'optimiser les déplacements de leurs salariés :

- **le décret du 22 décembre 2006** qui a rendu obligatoire les plans de déplacements dans les établissements publics situés dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants, ce qui est le cas d'Avignon.
- **l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2008, déclinant du plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'unité urbaine d'Avignon approuvé en 2007**, qui a rendu obligatoire les plans de déplacements pour les sites publics et privés de plus de 100 salariés.

Avec seulement 12 entreprises de plus de 250 salariés au sein du périmètre PPA, afin de répondre au mieux aux problématiques du territoire composé à 90% de très petites entreprises (TPE), il a été choisi **d'initier des plans de déplacements à l'échelle de zones d'emplois : des PDIAE (Plan de Déplacements Inter-Administrations et Entreprises)**.

À l'interface des collectivités et des entreprises, la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) a été missionnée fin 2009 par l'ADEME et la Région PACA pour **accompagner la mise en place de PDIAE sur sept zones d'emplois dont le pôle d'activités de Carpensud**.

Le pré-diagnostic mobilités (2010-2011)

Financé par la CoVe dans le cadre de son Plan Local Energie Environnement, le travail de pré-diagnostic PDIE du pôle d'activités de Carpensud a permis :

- d'évaluer l'opportunité d'un PDIE sur le pôle de Carpensud ;
- d'identifier les enjeux et besoins en termes de mobilité et d'accessibilité ;
- d'apprécier la motivation des chefs d'entreprises ou dirigeants d'administrations à s'engager dans un plan de mobilité ;
- initier un processus de sensibilisation des entreprises ;
- de faire émerger un projet de mobilité partenarial.

Le pré-diagnostic a mis en évidence les enjeux d'accessibilité et mobilité de la zone :

- **Une utilisation massive de la voiture individuelle** : selon l'enquête menée auprès d'un panel de 20 chefs d'entreprises, 96% des salariés utiliseraient leur voiture pour leurs déplacements « domicile-travail » ;
- **Une offre de transports en commun inadaptée.**

Malgré la desserte d'une partie de la zone de Carpensud par la ligne E du réseau de transports en commun de la CoVe, peu de salariés utilisent les transports en commun. Plusieurs motifs peuvent justifier cette non-utilisation : *une méconnaissance de l'offre, des temps de trajet trop longs, une faible fréquence de passage en heures de pointe, des horaires pas adaptés aux rythmes des salariés, une faible intermodalité.*

- **Des salariés de proximité**

Sur le panel des entreprises enquêtées, 1 salarié sur 2 habite à moins de 5kms de Carpensud (23% à Carpentras, 9% à Montoux et 8% à Pernes). Cette proximité des lieux de résidence constitue une réelle opportunité pour le développement des modes doux et du covoiturage mais aussi l'utilisation du réseau de bus urbains.

- **Des aménagements urbains à optimiser**

Les axes de circulation du pôle d'activités sont quasi-exclusivement dédiés à la voiture et manquent d'harmonisation : *une signalétique inadaptée ou absente, une vitesse de circulation excessive sur*

certaines voies générant de l'insécurité pour les piétons et les cyclistes, un manque d'agrément urbain, une absence d'aménagements pour les modes doux.

Au vu des attentes de chefs d'entreprises, plusieurs préconisations d'actions ont été identifiées :

- Réaliser des aménagements cyclables et piétons continus sur la zone ;
- Optimiser les dessertes de bus avec, par exemple, la mise en place d'un système de TAD (Transport à la Demande) d'entreprise ;
- Communiquer sur les offres de transport en commun ;
- Faciliter l'intermodalité entre la gare et la zone ;
- Développer des services sur le pôle : restaurant inter-entreprises, crèche, conciergerie d'entreprises ;
- Développer le covoiturage : aires de stationnement / plateforme de mise en relation.

Réalisation de l'enquête auprès des salariés (2012)

Après un premier travail de pré-diagnostic en 2011 qui a permis de mettre en évidence l'opportunité d'un projet de mobilité sur ce territoire, **l'association a diffusé un questionnaire auprès de l'ensemble des salariés du pôle d'activités** afin de connaître leurs habitudes de déplacement et leurs attentes dans ce domaine.

Les résultats constituent une source d'informations et d'aide à la décision aux collectivités compétentes pour améliorer la desserte en transport en commun et les aménagements piétons et vélos de Carpensud. Ils permettent également d'accompagner au mieux les changements de comportement des salariés induits par les grands projets de notre territoire à savoir *la rocade, la réouverture de la ligne ferroviaire Avignon-Carpentras ou le pôle multimodal.*

L'ensemble des entreprises et des établissements de la zone Carpensud a été sollicité par des visites.

Cette diffusion en porte-à-porte a été complétée par :

- des rencontres entre le Président de Carpensud et les dirigeants des principales structures de la zone (Lafarge, Mc Cormick, Crown, Mairie de Carpentras...) ;
- la signature d'une charte d'engagement moral par 8 entreprises impliquées ;
- la nomination au sein des entreprises signataires de référents « PDIE » ;
- l'organisation de permanences « petit déjeuner » auprès des salariés des services techniques de la Ville de Carpentras et de la Poste.

Cet important travail de diffusion et d'information de l'enquête a été réalisé par l'association Carpensud avec l'aide de la CCI Vaucluse.

Le traitement et l'analyse de cette enquête ont été réalisés par la CoVe, via le CBE Pays du Ventoux Comtat Venaissin.

Synthèse des résultats de l'enquête salariés

29% de l'ensemble des répondants (194 personnes) se déclarent prêts à venir au travail en **covoiturage 1ère condition : création d'une plateforme de covoiturage**

23% de l'ensemble des répondants (152 personnes) se déclarent prêts à emprunter **la ligne ferroviaire Avignon – Carpentras 1ère condition : avoir un relais en bus pertinent entre la gare et leur lieu de travail**

39% de l'ensemble des répondants (263 personnes) se déclarent prêts à venir au travail en **transports en commun 1ère condition : davantage de fréquence de passage à leurs heures de travail**

16% de l'ensemble des répondants (104 personnes) se déclarent prêts à venir au travail à **vélo 1ère condition : création d'aménagements cyclables continus et sécurisés**

ARTICLE 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet un accompagnement exceptionnel de l'association Carpensud par la CoVe pour la mise en œuvre et la pérennisation du Plan de Déplacements Inter-Entreprises de la zone.

Conformément à l'objet social de l'association, CARPENSUD s'engage à la mise en place effective du projet décrit aux Articles 2 et 4.

ARTICLE 2 – Les actions et projets à mettre en œuvre pour 2015

2.1 Des exigences de résultats

Développer le covoiturage

Poursuivre l'action de promotion de la plateforme de covoiturage AZIMUT créée en 2014 et contribuer à sa montée en puissance au sein du pôle d'activités de Carpensud.

- *Indicateur(s) d'objectif(s) : nombre de salariés des entreprises de la zone inscrits/utilisateurs*

Favoriser les modes de déplacements doux et alternatifs à la voiture individuelle

Contribuer à l'identification et à l'émergence de circuits vélo sécurisés permettant de mieux desservir les zones d'activités qui constituent le pôle Carpensud.

- *Indicateur(s) d'objectif(s) : kilomètres de pistes cyclables desservant la zone*

Identifier les besoins et travailler à la mutualisation de moyens de mobilités entre les différentes entreprises du pôle d'activités de Carpensud.

- Indicateur(s) d'objectif(s) : nombre d'entreprises souhaitant participer à la démarche de mutualisation d'outils de mobilités

Promouvoir les modes de transport collectifs

Mieux informer les employés des entreprises de Carpensud quant à l'offre de transports collectifs existants sur la zone et à l'échelle du territoire en général.

- Indicateur(s) d'objectif(s) : évolution de la fréquentation des lignes desservant les zones de Carpensud

2.2 Des exigences de moyens

Animation du PDIE (0,5 équivalent temps plein)

Au travers de cette convention, la CoVe participe au financement d'un poste d'animateur à mi-temps. Ce dernier doit permettre le déploiement et la mise en œuvre du PDIE de Carpensud.

Ainsi, il est requis de justifier de l'emploi d'un 0,5 équivalent temps plein pour le compte du PDIE de Carpensud et ainsi de préciser le temps consacré aux différentes actions du PDIE de Carpensud par l'animateur (-trice).

- Indicateur : répartition des jours passés sur les différentes actions du PDIE

Mise en place d'une plateforme de Conseil en Mobilité

Les questions de mobilité constituent un facteur en faveur de l'emploi. De par son rôle d'acteur économique et d'animateur du Plan de Déplacement Inter-Entreprises, l'association Carpensud est légitime pour porter le développement d'une plateforme de Conseil en mobilité. Celle-ci s'inscrira dans le cahier des charges défini par l'ADEME PACA au titre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER). D'autres partenaires, acteurs de l'emploi, pourront être associés à cette démarche.

Ainsi, un programme de communication sera à prévoir et devra préalablement être soumis à la validation du service communication de la CoVe.

- Indicateur : *Projet de plateforme de conseil en mobilité* **retenu par l'ADEME**

Recherche active d'autres partenariats financiers

La CoVe et le Conseil Départemental de Vaucluse sont les principaux financeurs du PDIE de Carpensud. Afin d'ancrer la démarche sur le long terme, il est demandé à l'association de zone, d'œuvrer à la recherche de nouveaux partenariats financiers pouvant venir se substituer en partie et renforcer pour une autre partie les moyens d'actions en faveur du PDIE.

Pour ce faire, l'association de zone pourra bénéficier d'une assistance technique et méthodologique de la CoVe.

- Indicateur : Niveau de subvention du PDIE (animation & plan d'actions)

Piloter le PDIE

La réussite d'un PDIE passe par l'adhésion des différentes parties prenantes à la démarche engagée. Les entreprises et leurs employés en tout premier lieu, mais également les collectivités locales et les autres partenaires publics comme privés pouvant jouer un rôle dans la mise en œuvre des différentes actions envisagées.

- Indicateur : Nombre de réunions organisées sur les thèmes du PDIE & nombre de partenaires (entreprises, collectivités, autres) associés lors de ces réunions.

Pour chaque réunion un compte-rendu devra être adressé par mail à la CoVe.

ARTICLE 3 - Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2015. Etant entendu qu'il s'agit d'une année de transition devant permettre d'aboutir à un portage technique et financier efficient du PDIE de Carpensud.

ARTICLE 4 - Participation financière de la CoVe

Le montant de la participation financière de la CoVe s'élève pour l'année 2015 à 11 700 €. Celui-ci doit permettre le financement d'un poste d'animateur PDIE à mi-temps, la mise en œuvre effective des actions prévues à l'article 2 de la présente convention et la définition de nouveaux partenaires financiers pour la pérennisation du PDIE de Carpensud.

ARTICLE 5 - Contrôle et suivi des objectifs

L'Association Carpensud s'engage à associer la CoVe à toute manifestation relative aux actions financées, et à référencer la participation de la Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin dans tout document s'y rapportant.

À l'issue des travaux de partenariat effectués, la CoVe appréciera le travail réalisé, et la plus-value des missions mises en œuvre par Carpensud. Cette appréciation offrira la possibilité :

- soit de mettre fin à la présente convention, suivant les modalités administratives définies à l'article 8,
- soit de mettre en place une nouvelle convention d'objectifs dans le respect des règles définies aux articles 2, 3 et 4.

ARTICLE 6 - Modalités de paiement

L'association s'engage à présenter chaque année une demande motivée de subvention par écrit faisant état de l'avancement du projet conformément aux articles 3, 4 et 5 de la présente convention.

Cette demande de subvention comportera a minima les pièces suivantes :

- les statuts
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel
- la composition du Bureau
- la composition du Conseil d'Administration,
- les comptes financiers du dernier exercice,
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir l'ensemble des financements et ressources propres,
- le dernier compte rendu et/ou rapport d'activités.

Le montant de ladite subvention forfaitaire pour l'année 2015, calculé selon les critères d'intervention et les modalités de participation financière forfaitaire définis aux articles 3, 4 et 5 précédemment énoncés, sera versé à l'association Carpensud en deux fois.

- Un premier acompte de 5 850€ à la signature de la convention ;
- Le versement du solde, pour un même montant de 5 850€, au cours du dernier trimestre de l'année 2015, après la demande officielle adressée par l'association Carpensud aux services de la CoVe.

ARTICLE 7 - Modification du contenu de la présente convention

Toute modification ou extension de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

ARTICLE 8 - Dénonciation de la présente convention

La CoVe a la possibilité de dénoncer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la présente convention en cas de non-respect des clauses ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant impliquer l'interruption du projet engagé par l'association Carpensud.

Fait en deux exemplaires originaux

À Carpentras, le

Francis ADOLPHE
Président de la CoVe
Communauté d'agglomération
Ventoux – Comtat Venaissin

Astrid JOURDAN
Présidente de CARPENSUD